



Religion et politique : les dangers de l'instrumentalisation

Lundi, 27 avril 2026 - 18.00 – 19.30

(Traduction en anglais et en français avec sous-titres)

Table des matières	Page
Remarques introductives par <i>Gabriela Frey, Co-présidente du Comité pour le Dialogue interreligieux et interconvictionnel, Conférence des OING, Conseil de l'Europe</i>	2
Présentation des intervenants	3
• Prof. Dr. Elisabeth Naurath	4
• Prof. Dr. François Mabilie	7
• Imam Yahya Sergio Yahe Pallavicini	11
• Rabbi Moché Moïse Lewin	14
Mots de conclusion par <i>Lilia Bensedrine-Thabet, Co-présidente Comité pour le Dialogue interreligieux et interconvictionnel CdE</i>	16
Modération: Dr. Thea Mohr <i>Union bouddhiste européenne (EBU), formatrice en communication interculturelle</i>	
Avec l'aimable soutien technique de l'IARF <i>(Association internationale pour la liberté religieuse)</i>	



INTRODUCTION :

Gabriela FREY, *Co-présidente Comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel, Conférence des OING, Conseil de l'Europe*

Nous venons de vivre deux semaines bien remplies. Tout d'abord s'est tenue la session de printemps de la Conférence des OING, suivie immédiatement par la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nous avons rédigé notre rapport bisannuel, dans lequel nous avons présenté les travaux de notre comité et, ce faisant, passé en revue les défis actuels auxquels nous, ainsi que tous les autres membres de notre société, avons dû faire face. Le rapport est consultable sur notre site web :

www.coe.int/fr/web/ingo/committee-for-interreligious-interconvictional-dialogue

Au cours de la semaine de session de l'Assemblée Parlementaire, le rapport tant attendu du député italien Monsieur Francesco VERDUCCI a fait l'objet d'un débat et a été soumis au vote: Lutte contre la discrimination fondée sur la religion et protection de la liberté de religion ou de conviction en Europe. <https://pace.coe.int/fr/files/35991>

Dans son discours d'ouverture, M. Verducci a présenté de manière très concise et claire le thème et la raison d'être de notre webinaire d'aujourd'hui, en ces termes :

„De nos jours, des formes dangereuses de nationalisme refont surface pour attiser de manière calculée les conflits religieux et le choc des cultures, empoisonnant l'opinion publique par la peur obsessionnelle de l'autre ; la discrimination religieuse est aujourd'hui la violation des droits humains la plus répandue dans le monde. Elle se recoupe souvent avec d'autres formes de discrimination ainsi qu'avec les inégalités et les disparités sociales. Et toujours, sous toutes ses formes, elle se nourrit de préjugés et de stéréotypes et se caractérise comme une forme de discrimination raciale. “

Au cours de son intervention, M. Verducci a abordé un autre point important :

“Toute personne occupant une fonction publique a une responsabilité particulière : lutter contre les discours discriminatoires et manipulateurs, contre l'instrumentalisation politique de la religion – qui est l'un de ces discours manipulateurs –, contre l'utilisation abusive de la religion pour alimenter les stéréotypes et les préjugés, pour stigmatiser des individus ou des groupes sociaux, ou encore pour obtenir un avantage électoral. Le prix à payer pour nos démocraties est inacceptable.”

Nous sommes reconnaissants à M. Verducci d'avoir conclu en réaffirmant l'un des principaux objectifs de notre comité.: *“ relancer la proposition et l'objectif visant à créer, au sein du Conseil de l'Europe, une plateforme permanente, stable et officiellement reconnue pour le dialogue interreligieux et interconfessionnel, afin de surmonter les peurs qui sont très souvent habilement attisées par des politiques malveillantes ou par des experts qui utilisent des algorithmes et les nouvelles technologies pour exacerber la haine au détriment de nos démocraties. Il s'agit là d'un enjeu politique majeur.”*



Malgré d'innombrables difficultés, le Nouveau pacte démocratique du Conseil de l'Europe représente un repère et une source d'espoir pour tant de personnes qui croient en la démocratie, à l'État de droit, à l'égalité et à l'émancipation. Elles jouissent toutes du droit fondamental à l'auto-détermination et à la liberté de religion que nous devons tous protéger et défendre.

Nos invités d'aujourd'hui apportent une riche expérience dans ce domaine, et nous sommes ravis qu'ils aient accepté de partager leurs points de vue avec nous.

Avant de céder la parole à ma collègue, Dr Thea Mohr, je souhaiterais

- Remercier chaleureusement notre partenaire, l'IARF, de nous avoir fourni le lien Zoom et l'assistance technique.
- Attirer à nouveau l'attention sur notre Réseau pour le dialogue interreligieux et inter-convictionnel. Nous y recueillons et mettons en réseau les « meilleures pratiques en matière de dialogue ».
- Nous serions heureux que vous consultiez ce site web et y apportiez votre contribution : <https://niric-dialogue.eu/>

La modératrice Thea Mohr présente le sujet les intervenants :

Religion et politique : les dangers de l'instrumentalisation. Je vous souhaite à tous la bienvenue, et tout particulièrement à nos intervenants. Dans un monde toujours plus fragmenté, le dialogue interreligieux et interconfessionnel ne peut plus se limiter à de simples courtoisies de forme. Aujourd'hui, ce dialogue est confronté à des défis systémiques qui menacent la cohésion sociale.

Nous assistons à une évolution paradoxale à double sens : d'une part, l'instrumentalisation de la politique par la religion, où le sacré est invoqué pour légitimer des ambitions de pouvoir, d'autre part, l'instrumentalisation de la religion par la politique, où les identités religieuses deviennent des outils de polarisation électorale.

Entre ces deux forces, l'ignorance - souvent entretenue ou subie - érige des murs là où nous devrions construire des ponts. L'objectif de ce webinaire est d'analyser ces mécanismes :

- Comment distinguer une conviction sincère d'une stratégie de manipulation ?
- Comment passer d'une tolérance superficielle à une véritable compréhension des autres ?
- Comment résister aux pressions idéologiques et instrumentalisations auxquelles nous sommes confrontées aujourd'hui ?

Face à l'instrumentalisation politique de la religion et à la montée de l'ignorance, le dialogue Interreligieux et inter-convictionnel est plus que jamais nécessaire. Ce webinaire examine les mécanismes d'exploitation mutuelle afin de rétablir un véritable dialogue, en dépassant l'isolement fondé sur l'identité et les stratégies de pouvoir.



Nos invités de marque ce soir sont :

Mme la Professeure Dr. Elisabet Naurath, Monsieur le Professeur François Mabilie, Monsieur l'Imam Yahya Pallavicini, Monsieur le Rabbine Moché Moïse Lewin

Si vous avez des questions pour nos intervenants, veuillez les poser dans le chat. Nous y répondrons à la fin de chaque présentation. Je vais maintenant vous présenter brièvement nos invités avant chaque intervention. Madame Elisabeth Naurath commencera, car elle doit partir à 18h50 en raison d'autres engagements.

Prof. Dr Elisabeth Naurath : Présidente de Religions for Peace Allemagne et membre de RFP-Europe – Théologienne protestante, Université d'Augsbourg. Domaines de recherche : théologie pratique dans le contexte des processus de transformation sociale ; perspectives sur la théologie publique. Fondatrice du Centre d'éducation à la paix pour l'éducation interreligieuse, proposant une formation sanctionnée par un certificat en médiation interconfessionnelle (CIM Extrêmement active dans le domaine du dialogue et de la coopération interreligieuse tant au niveau local que national et international, elle s'intéresse tout particulièrement à l'éducation interreligieuse et au travail interreligieux des femmes dans la recherche et l'enseignement. Elle occupe la chaire d'éducation religieuse et de didactique à la Faculté de philosophie et de sciences sociales de l'Université d'Augsbourg (Allemagne). Elle a étudié la théologie protestante aux universités de Munich, Göttingen et Heidelberg. Elle a obtenu son doctorat en théologie pratique sur le thème « La pastorale comme soin du corps. Perspectives d'une pastorale hospitalière orientée vers le corps ». Sa thèse d'habilitation portait sur le thème « La compassion comme clé de l'éducation éthique dans l'éducation religieuse ». En 2008, elle a été ordonnée pasteure de confession évangélique luthérienne. Sa chaire est axée sur l'apprentissage interreligieux en tant qu'éducation à la paix. Cette orientation s'accorde parfaitement avec son travail pour Religions for Peace. Elle a fondé un groupe local de Religions for Peace sous la forme d'un groupe de femmes à Augsburg-Souabe afin de renforcer la voix des femmes issues des religions dans la coopération interreligieuse. En 2021, elle a été élue présidente de Religions for Peace Allemagne et membre du conseil d'administration de Religions for Peace Europe. Les recherches actuelles de la professeure Naurath portent sur le thème « Les religions et les crises climatiques ; les religions en tant qu'acteurs de la justice climatique ». Elle est membre de la Commission permanente pour la promotion d'un environnement durable de Religions for Peace International.

INTERVENTION :

Si vous lisez encore les journaux, les gros titres ne manquent pas d'attirer votre attention : la religion et la violence tendent clairement à aller de pair. Il n'est pas difficile de constater : que les conflits internationaux sont déclenchés pour des motifs religieux qu'il s'agisse d'un président américain se mettant en scène sous les traits idéalisés d'un Jésus-Christ guérisseur, ou de mollahs iraniens revendiquant la mise en place d'une soi-disant théocratie. L'objectif évident est de revêtir sa propre force supposée d'une signification religieuse afin de suggérer, de manière sublimée, que l'on agit par la grâce de Dieu.

L'histoire a connu ce phénomène sous de nombreuses formes. Le droit divin des monarques européens en était une variante du début de l'ère moderne : cette sacralisation du pouvoir



politique faisait de la résistance un péché. Au XXe siècle, le national-socialisme a utilisé, en Allemagne, la symbolique chrétienne-nationaliste pour imprégner une idéologie d'exclusion ethnique d'une signification religieuse – un excellent exemple de la perversion idéologique du langage religieux.

Un phénomène du passé? Malheureusement non. Nous assistons actuellement, une fois de plus, à la manière dont les forces populistes – principalement incarnées sous les traits de dirigeants masculins – cherchent à créer un effet fédérateur par le biais d'un nationalisme religieux et ethnique. Elles sont d'autant plus dangereuses qu'elles visent à forger un lien émotionnel profond. Nos convictions religieuses étant étroitement liées à notre sentiment d'identité, ces liens existentiels suscitent une intensité émotionnelle plus grande que les arguments purement rationnels. Dans le même temps, toute objection rationnelle semble être dépouillée de sa légitimité, aux yeux de ceux qui, dans leur raisonnement, revendiquent résolument la volonté de Dieu pour eux-mêmes se conférant ainsi, en un certain sens, une justification transcendante inattaquable.

À moins que – et c'est là que nous en arrivons au point crucial – nous ne disposions d'arguments théologiques clairs, qui, au mieux, puissent être étayés par des citations scripturaires et des textes manant d'autorités religieuses reconnues. À moins que nous n'ayons le courage de contredire ceux qui détiennent le pouvoir en nous appuyant sur des convictions religieuses et éthiques mettant l'accent sur des principes tels que la paix et l'amour du prochain. À moins de faire preuve d'une forte personnalité avec une position claire, en étant prêts à nous exposer à des préjugés – voire à un danger de mort – afin d'accepter les conséquences de l'opposition à une structure de pouvoir misanthrope à forte charge religieuse. Tout cela peut se réaliser sur la base d'une solide éducation religieuse.

L'instrumentalisation des religions les touchent toutes. Aucune religion n'y échappe. Il s'agit en effet d'un processus dans lequel la religion n'est pas considérée comme une entité spirituelle autonome, mais comme un moyen de légitimer un pouvoir politique. Le plus souvent, les convictions religieuses sont alors utilisées – ou devrais-je dire « détournées » – pour exclure, discriminer, persécuter et détruire autrui. Cette « altérisation » manifeste implique qu'il n'y a pas de nuances de gris – seulement deux camps: le bien ou le mal. Dans la stylisation d'une prétendue lutte « du bien contre le mal », des symboles et des récits religieux sont élaborés afin de consolider ses propres intérêts de pouvoir. L'appartenance religieuse génère de fortes loyautés au sein du groupe qui peuvent être mobilisées politiquement dans une logique de construction communautaire. À cette fin, les infrastructures et les réseaux des religions sont mis à profit.

Les systèmes et structures religieux peuvent donc, en raison de leurs dimensions transcendantes et leur forte charge émotionnelle, apparaître comme une aubaine pour les despotes avides de pouvoir. Le risque d'abus leur est inhérent.

C'est peut-être la raison pour laquelle l'idée qu'un monde sans religion serait une meilleure alternative est si répandue. Le groupe de recherche sur les visions du monde en Allemagne « Forschungsgruppe Weltanschauungen in Deutschland » l'a confirmé en 2017, en constatant



qu'environ 40 % des Allemands pensent que le monde serait plus paisible sans religion. Cette tendance est à la hausse. Cependant, des études empiriques menées à l'échelle mondiale montrent qu'environ 80 % de la population mondiale a le sentiment d'appartenir à une communauté religieuse. Dans ce cas, ce souhait serait impossible; à réaliser ou bien on pourrait tout aussi bien dire qu'un monde sans humains serait préférable. Cela ne nous mène nulle part et ne peut être considéré comme un remède universel, même dans les processus de sécularisation. D'autant que la question des valeurs inhérentes aux religions et de la formation aux valeurs serait ainsi également négligée. Dans ce qui suit, je voudrais donc proposer quelques brèves réflexions sur des stratégies possibles :

1. La différenciation comme tâche et nécessité démocratique

Le danger de l'instrumentalisation des religions ne peut être écarté que si les convictions religieuses, dans leurs multiples manifestations, sont considérées à la fois avec nuance et un regard critique. Car il est évident que, d'un point de vue historique, les traditions religieuses ont à la fois légitimé l'oppression et inspiré la résistance à celle-ci. La tâche analytique et politique décisive réside dans une distinction précise : entre la conviction religieuse et son instrumentalisation politique, entre une orientation légitime fondée sur des valeurs et une mobilisation manipulatrice, entre les croyants en tant que citoyens engagés politiquement et la religion en tant qu'instrument de domination. Il importe donc de reconnaître que les religions ne sont pas des blocs monolithiques (il n'existe pas de « christianisme » ou d'« islam » comme blocs homogènes). Les religions reflètent plutôt elles-mêmes un large éventail de courants et de croyances, souvent façonnés de manière très différente selon le contexte et donc aussi selon la culture. La différenciation protège contre l'instrumentalisation !

2. La garantie de la liberté religieuse en tant que cadre juridique.

Les États constitutionnels démocratiques ont mis en place des garanties institutionnelles : le principe de la séparation de l'Église et de l'État, la liberté religieuse positive et négative, et le principe de neutralité. Ce sont là des garde-fous nécessaires pour contrer les stratégies d'instrumentalisation politique. Des démocraties résilientes ont donc besoin également de contrepoids culturels, tels que des acteurs religieux qui affirment leur indépendance prophétique vis-à-vis du pouvoir politique. Il est également important de favoriser une sphère publique critique capable d'identifier et de dénoncer les stratégies d'instrumentalisation. Cela doit être considéré comme une mission de l'éducation religieuse : promouvoir une culture politique qui conçoit la pluralité religieuse non comme une menace, mais comme une caractéristique constitutive d'une société libre.

3. Promouvoir la capacité à la pluralité comme mission centrale de l'éducation religieuse : et souligner l'importance de l'éducation interreligieuse et du dialogue interreligieux

L'affirmation de chaque personne (qui trouve son fondement, par exemple, tant dans la théologie de la création que dans la théologie de la justification au sein de la théologie chrétienne) implique le principe éthique de la dignité humaine. L'affirmation de la dignité humaine et l'affirmation de la pluralité sont comme les deux faces d'une même médaille : elles sont inextricablement liées. Cela implique que le dialogue interreligieux et le pluralisme constituent des enjeux fondamentaux de l'éducation religieuse. De l'école maternelle à



l'enseignement scolaire, de la formation des adultes à l'accompagnement des personnes âgées. L'apprentissage et la compréhension des autres religions est une mission éducative qui doit également être considérée comme un moyen de prévenir les préjugés et la création de stéréotypes hostiles. L'approche idéale repose sur la rencontre entre des personnes de traditions religieuses différentes, par un dialogue constructif et une coopération en vue de promouvoir des objectifs communs tels que la paix, la protection de la nature et la justice climatique. À cette fin, nous avons besoin de formes d'éducation religieuse qui contribuent à la professionnalisation interconfessionnelle – comme le Certificat de médiation interreligieuse (CIM) de l'Université d'Augsbourg

(ZIM : <https://www.uni-augsburg.de/de/fakultaet/philsoz/fakultat/religionspadagogik/ZIM/>)

Il convient de mettre davantage en avant le potentiel éthique commun des religions pour promouvoir la paix. Il existe de nombreux exemples positifs d'atténuation et de désescalade des conflits menés par des acteurs et des institutions religieux. L'organisation interconfessionnelle pour la paix „Religions for Peace“ (<https://www.rfp.org>), active depuis plus de 50 ans, illustre l'engagement commun en faveur d'une coopération entre les religions au service de la paix aux niveaux local, régional, national et international. Mettre l'accent sur le contexte mondial de ces missions offre une protection définitive contre l'instrumentalisation de la religion. Face aux immenses défis posés par les crises mondiales, l'accent doit être mis sur des valeurs fondamentales telles que la dignité humaine, le respect de la pluralité religieuse et idéologique, la préservation des ressources naturelles et la promotion d'une paix juste.

-❁-

M. François Mabilie – Professeur de sciences politiques, spécialiste des acteurs religieux dans les relations internationales, chercheur associé à l'IRIS (Institut français des affaires internationales et stratégiques, en particulier de la diplomatie pontificale), il y dirige l'Observatoire géopolitique du religieux, secrétaire général de la Fédération internationale des universités catholiques. Ses travaux de recherche comportent entre autres une forte dimension tournée vers l'avenir, grâce à sa collaboration avec le département « Paix et conflits » de l'université d'Uppsala et avec le Copenhagen Institute of Future Studies. Depuis 2013, François Mabilie est chercheur statutaire au Groupe Religions, Sociétés, Laïcités EPHE – CNRS (CNRS = *Centre national de la recherche scientifique*, EPHE = *École pratique des hautes études*) chercheur au LIPHA (Université Paris Est) et chercheur associé au sein de l'UQAM (Chaire Raoul-Dandurand) à Montréal (Canada). De 2015 à 2017, il fut également directeur du Réseau international d'études sur la radicalisation et le risque religieux.

INTERVENTION :

Mes propos font écho, d'une certaine manière, à ceux que vient d'exprimer ma collègue Elisabet Naurath, même si j'aborderai probablement le sujet sous un angle différent, plus spécifiquement en tant que politologue spécialisé dans les relations internationales. Je voudrais partir d'une idée simple, mais qui me semble essentielle pour comprendre les reconfigurations actuelles, ces nouvelles articulations — même si elles ne sont peut-être pas si nouvelles que cela, après tout — entre religion et politique : nous sommes entrés dans une



phase de pluralisme interprétatif généralisé, qui affecte à la fois les traditions religieuses, les systèmes de croyance, et plus largement les cadres symboliques de la politique.

Contrairement à une idée reçue, les traditions religieuses n'ont jamais été univoques. Elles ont toujours été traversées par des débats, des tensions, des écoles rivales notamment théologiques. Mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la nature de ce pluralisme. Il devient plus visible, plus conflictuel, et surtout beaucoup plus difficile à réguler. Les autorités religieuses traditionnelles, qu'elles soient institutionnelles ou doctrinales, sont de plus en plus remises en question dans leur capacité à structurer et à arbitrer les interprétations. En sociologie des religions, on parle depuis des décennies de l'individualisation de la croyance. En d'autres termes, les croyants deviennent, en quelque sorte, les interprètes des textes auxquels ils se réfèrent, entrant ainsi en concurrence avec les autorités religieuses dont ils relèveraient, en principe, l'autorité. Parallèlement, la mondialisation, la circulation accélérée des idées et le rôle des espaces numériques contribuent à mettre sur un pied d'égalité des interprétations très différentes et parfois incompatibles.

Nous sommes donc confrontés non seulement au pluralisme, mais à un pluralisme non réglementé. Lorsque le pluralisme n'est plus structuré – et j'étais tout à fait d'accord avec ce qu'Elisabet Naurath disait à ce sujet –, il ouvre un espace dans lequel les interprétations religieuses peuvent être sélectionnées, reconfigurées, voire instrumentalisées au service d'objectifs politiques. Dans ce contexte, la religion tend à devenir moins un cadre normatif stable qu'un répertoire de significations disponibles. Elle peut être mobilisée en tant que croyance, mais aussi en tant qu'identité, culture, mémoire ou frontière symbolique. En d'autres termes, la religion devient une ressource politique, non pas quelque chose d'extérieur à la politique, mais quelque chose d'intégré dans les logiques de la politique.

Ce point est fondamental, car il permet de comprendre pourquoi l'instrumentalisation du religieux ne peut pas être analysée uniquement comme une manipulation extérieure. Elle repose aussi sur des dynamiques internes aux traditions religieuses elles-mêmes. Lorsque les interprétations se multiplient et que les autorités peinent à les réguler, le religieux devient plus facilement appropriable par le politique.

A l'échelle mondiale, des travaux comparatifs montrent que les relations entre populisme et religion prennent des formes très diverses selon les contextes, mais qu'elles partagent un certain nombre de traits communs : mobilisation identitaire, production de récits de menace, opposition entre un « nous » homogène et un « eux » perçu comme extérieur.

Dans ce cadre, la religion est moins utilisée pour ce qu'elle dit que pour ce qu'elle permet de faire politiquement.

C'est précisément ce que j'ai essayé de montrer dans mes travaux sur le populisme religieux. Le populisme religieux ne correspond pas simplement à un retour du religieux dans la sphère publique. Il constitue une forme spécifique d'articulation entre crise politique, crise de la représentation et mobilisation de références religieuses.



Depuis la fin de la Guerre froide, nous assistons à une reconfiguration des idéologies politiques : les grands récits structurants du XXe siècle – qu'ils soient libéraux, socialistes ou communistes – ont perdu leur capacité à fournir un cadre. Les acteurs politiques recherchent alors de nouvelles ressources pour produire du sens, de la cohésion et de la légitimité. La religion apparaît comme une ressource particulièrement efficace car elle permet de mobiliser des imaginaires puissants (ce que Benedict Anderson appelait la communauté imaginée), de tracer des frontières symboliques et de réactiver des sentiments d'appartenance.

Mais il est toutefois essentiel de préciser que la religion mobilisée par la politique n'est pas avant tout doctrinale ou spirituelle. Il s'agit souvent d'une religion culturalisée, simplifiée et appropriée de manière sélective. Le christianisme, par exemple, peut être mobilisé non pas comme en tant que foi, mais en tant qu'héritage civilisationnel ou marqueur identitaire opposable à l'islam ou à l'immigration. On retrouve des logiques comparables dans d'autres contextes religieux.

Le populisme religieux fonctionne alors comme une grammaire politique qui oppose un peuple supposé homogène, enraciné dans une tradition religieuse, à des élites accusées de trahir cette tradition, et à des figures d'altérité perçues comme menaçantes. Dans ce cadre, la religion joue un rôle de légitimation, mais aussi de simplification du réel. Elle moralise le conflit politique en transformant les désaccords en oppositions entre le bien et le mal, l'authenticité et la corruption, « le peuple » et ses ennemis.

A ce stade, une distinction importante s'impose. Cette mobilisation du religieux ne doit pas être confondue avec les formes radicales ou violentes. Elle peut être portée par des acteurs institutionnels, voire par des partis politiques, ou par des gouvernements démocratiquement élus. Elle peut néanmoins produire des effets politiques importants, dans la mesure où elle tend à redéfinir les frontières entre le religieux et le politique, et à légitimer une présence accrue du religieux dans l'espace public. Dans un contexte de pluralisme dérégulé, cela peut devenir un point d'appui pour des usages politiques du religieux, en offrant un cadre normatif large et adaptable.

Voilà qui nous amène à la notion d'intégralisme à ne pas confondre avec le fondamentalisme religieux qui renvoie à des formes de radicalité doctrinale, souvent exclusives, parfois violentes, qui prétendent revenir à une pureté originelle. L'intégralisme, en revanche, désigne une conception plus large et souvent plus diffuse : celle selon laquelle la religion n'appartient pas uniquement à la sphère privée, mais est destinée à guider ou structurer l'ensemble de la vie sociale, politique et juridique. L'administration Trump en offre un exemple particulièrement clair dans un contexte chrétien. L'intégralisme peut donc exister sans radicalisme manifeste. Il peut être défendu par des acteurs institutionnels modérés, y compris ceux engagés dans le dialogue interreligieux. Il a pourtant des implications politiques importantes, car il tend à brouiller les frontières entre religion et politique et à légitimer un rôle élargi de la religion dans la sphère publique. Dans un contexte de pluralisme non réglementé, cette logique intégraliste peut devenir un levier pour l'utilisation politique de la religion, précisément parce qu'elle offre un cadre normatif flexible et englobant.



C'est là un point essentiel. Cela permet d'expliquer pourquoi l'instrumentalisation de la religion ne peut être comprise uniquement comme une manipulation externe de la part d'acteurs politiques. Elle repose également sur des dynamiques internes propres aux traditions religieuses elles-mêmes. Lorsque les interprétations se multiplient et que les autorités peinent à les encadrer, la religion devient plus facilement récupérable par les acteurs politiques.

Nous sommes donc confrontés à une double dynamique : la fragmentation interne de la religion et sa réactivation politique.

Cette dynamique s'observe à l'échelle mondiale. Des études comparatives montrent que la relation entre populisme et religion prend des formes très différentes selon le contexte, mais partage plusieurs traits communs : l'utilisation de la religion comme marqueur identitaire, la production de récits de déclin ou de menace, et la construction d'un « nous » homogène opposé à un « autre » perçu comme tel.

Dans ce cadre, la religion est souvent utilisée moins pour ce qu'elle dit que pour ce qu'elle permet politiquement.

Cela soulève, bien sûr, la question des dangers de l'instrumentalisation

- Le premier danger réside dans la simplification de la religion, qui prend la forme d'une lecture interprétative réductrice — en particulier le littéralisme — et de la réduction de la religion à quelques éléments symboliques, au détriment de sa complexité et de sa dimension critique.
- Le deuxième danger tient à la polarisation de la politique. La religion sert à tracer des frontières identitaires qui contribuent à durcir les oppositions et à rendre plus difficile le compromis, enfermant la société dans des camps politiques bipolaires « camp contre camp ».
- Le troisième danger est dans la fragilisation du pluralisme. En construisant un peuple homogène, le populisme religieux délégitime la diversité interne. Lors de la première campagne de Donald Trump contre Hillary Clinton, il demandait à la foule : « Qui parmi vous est blanc et protestant ? », réduisant ainsi l'Américain légitime à cette seule catégorie.

Face à ces dynamiques, le dialogue interreligieux et interconfessionnel est souvent présenté comme une solution. Néanmoins, ce dialogue s'inscrit souvent dans des cadres relativement institutionnalisés, avec des acteurs déjà convaincus, privilégiant le consensus au risque d'esquiver les désaccords profonds. À cet égard, et pour avoir pu l'observer de près grâce à mon engagement au sein d'EMOUNA, il est utile de se tourner vers l'approche du cardinal Tauran, qui a occupé pendant de nombreuses années la présidence du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. Il a évoqué quatre voies de dialogue, s'apparentant à une diplomatie à plusieurs niveaux :

- le dialogue de la vie (coexistence au quotidien),
- le dialogue de l'action (coopération concrète pour le bien commun),
- le dialogue de l'échange théologique (réservé aux spécialistes), et
- le dialogue de l'expérience religieuse (partage des richesses spirituelles).



En conclusion, le défi ne consiste pas à réduire le pluralisme, mais à réfléchir aux conditions de sa régulation afin qu'il ne devienne pas un facteur de division. L'objectif est moins d'éliminer les tensions que de les rendre politiquement et socialement viables. Je vous remercie pour votre attention.

- ❁ -

Imam Yahya Sergio Yahe Pallavicini est un leader et sage musulman italien qui joue un rôle actif dans la promotion du dialogue et de la coopération interreligieux à travers l'Europe. Il est président de l'EULEMA (Conseil européen des dirigeants musulmans) et membre du conseil d'administration du Conseil des dirigeants musulmans et juifs (MJLC), contribuant ainsi à des initiatives qui renforcent la collaboration et la compréhension mutuelle entre les communautés religieuses. Il est vice-président du COREIS (Communauté religieuse islamique italienne) et imam de la mosquée centrale al-Wahid à Milan. En tant que membre fondateur d'EMUNA Italie, il s'engage à promouvoir les valeurs éthiques, le dialogue et la coexistence pacifique. Par son travail, il soutient les efforts en faveur de la cohésion sociale, de la culture religieuse et d'un engagement constructif entre les communautés musulmanes et la société européenne au sens large. »

INTERVENTION :

Je tenterai d'apporter ma contribution, selon une approche quelque peu provocatrice, en répondant à une idée fausse que je constate en Italie et en Europe, où la polarisation cherche à dresser certaines réalités les unes contre les autres : d'un côté, les régions du monde, l'Est contre l'Ouest ; et de l'autre, le passé contre le présent. Il existe une forme de polarisation qui cherche à dissocier ce qui constitue en réalité le lien entre l'Est et l'Ouest ; et, de l'autre côté, le lien entre le passé, le présent et l'avenir. Pour ce faire, j'adopterai une approche comparative entre le christianisme et l'islam en Orient et en Occident, dans le passé et à l'époque contemporaine, avant de conclure par une analyse de la situation critique de l'islamisme : décadence et abus du politique et du religieux.

Partons de l'histoire. Près de mille ans d'histoire – du couronnement de l'empereur Charlemagne (800 ap. J.-C.) à la chute du califat ottoman (1922) – jalonnent les relations entre religion et politique tant en Orient qu'en Occident. On peut en effet établir certaines similitudes entre le califat islamique et le Saint-Empire romain germanique dans leurs approches respectives de la relation entre système politique et autorité religieuse. Les divergences d'interprétation les plus radicales apparaissent essentiellement avec le développement progressif de la modernité en Europe et l'émergence des États-nations ainsi qu'avec la gestion problématique de la modernité en Orient et, plus largement, dans ce que l'on appelle le monde musulman.

Pour donner une synthèse théologique très brève, je dirais que le prophète Mahomet était à la fois, selon la doctrine islamique, messenger de Dieu et fidèle transmetteur de la révélation divine. Il fut aussi, pendant un temps, gouverneur de la ville de Médine. Or, pour adopter une approche comparative dans la théologie chrétienne, Jésus est simultanément roi, prophète et prêtre. A partir de cette synthèse, on peut observer que, bien qu'avec des nuances différentes, Mahomet et Jésus incarnent tous deux un exercice distinct du pouvoir royal ou politique

11



conjointement à un service prophétique et à une autorité spirituelle. La différence réside dans la forme doctrinale et symbolique, mais les deux partagent une unité substantielle dans la distinction entre pouvoir temporel et pouvoir religieux, tous deux devant être interprétés selon une perspective sacrée, bien que dans des domaines différents.

Cette affinité se modifie cependant lorsque l'organisation de la juridiction chrétienne cherche à interpréter la séparation nette entre le pouvoir impérial de César et l'autorité spirituelle de Jésus. Par conséquent, tout au long de l'histoire du monde occidental, les structures chrétiennes se sont efforcées de gérer un équilibre complexe et, malheureusement, parfois conflictuel entre pouvoir religieux et pouvoir politique.

Pour ne donner que trois exemples :

- Au temps du Saint-Empire romain germanique et des États pontificaux qui lui étaient associés, les différents empereurs catholiques recevaient leur investiture politique par l'imprimatur pontifical.
- Cette situation perdura jusqu'à ce que la féroce guerre de Trente Ans provoque une confrontation radicale entre les autorités politiques et religieuses, dans le cadre du conflit opposant protestants et catholiques.
- Un siècle plus tard, la Révolution française allait bouleverser encore davantage cette relation, donnant naissance à un processus d'autonomie et d'indépendance des États européens à l'égard de l'influence centrale du pape.

Ainsi, en moins de trois siècles d'histoire moderne européenne — de la Réforme de Luther (1517) à la guerre de Trente Ans (1618-1648) puis à la Révolution française (1789-1799) -, le rapport entre politique et religion en Europe a été profondément et irrévocablement transformé.

Qu'en est-il alors du rapport entre religion et politique dans l'islam? La Charte de Médine représente peut-être le premier modèle constitutionnel. Du califat omeyyade, et surtout du califat abbasside, jusqu'à la fin du califat ottoman, on voit se développer de manière organisée une juridiction politique à l'identité confessionnelle musulmane, tout en garantissant le droit à la liberté religieuse et la dignité de la pratique religieuse aux citoyens des communautés juives, chrétiennes, hindoues et bouddhistes.

En d'autres termes, l'une des premières différences fondamentales à relever entre le Saint-Empire romain germanique et le califat islamique est l'absence, en Occident, de toute référence ou de tout cadre juridique relatif au pluralisme religieux. Bien au contraire, l'expérience occidentale fut plutôt marquée par la division, les luttes de pouvoir et les conflits territoriaux entre différentes Églises chrétiennes se disputant, avec la bénédiction impériale, la primauté exclusive au sein de la chrétienté.

Dans la doctrine du califat islamique, l'autorité du calife – succédant aux quatre premiers nobles compagnons du prophète Mahomet – était celle d'un administrateur de peuples de cultures diverses et de croyants appartenant à des religions différentes, dont la sécurité, la santé, l'éducation et le développement devaient être assurés par une interprétation des



sciences utiles à la dynamique d'une société s'étendant géographiquement de l'Asie centrale au Maghreb.

La reconnaissance accordée par les citoyens du monde islamique était perçue comme le respect d'un système ordonné selon une perspective théocentrique et inspiré par une organisation politique, juridique, éthique, intellectuelle et spirituelle destinée à la distribution, la circulation des biens, ainsi qu'à leur mise au service du progrès et de la dignité dans chaque aspect de la vie de chaque personne, famille, communauté et sphère d'étude et de travail.

Les préceptes du califat étaient les suivants : la promotion du bien et l'interdiction du mal, la justice sociale dans l'égale dignité des citoyens, la liberté du pluralisme religieux et culturel (y compris en matière de droit matrimonial et successoral) avec la participation active d'hommes et de femmes de toutes confessions au sein du Conseil de concertation et de l'administration provinciale et, enfin, le respect de la culture locale au sein de la mosaïque du Califat. Aucune homogénéisation formelle, aucun exclusivisme moral, et aucune contrainte confessionnelle.

Si telles sont quelques-unes des caractéristiques fondamentales de la doctrine politique de l'islam traditionnel — du moins jusqu'à la décadence, la corruption et à la fin de sept siècles du califat ottoman hanafite —, on ne peut manquer de constater l'énormité des différences et la gravité des incohérences qui les séparent de la parodie criminelle perpétrée par Daech ou par le gouvernement taliban dans l'histoire contemporaine. Ces mouvements ne sont que quelques exemples de ceux qui instrumentalisent le nom de l'islam, et si je puis dire le nom de Dieu, pour justifier leurs luttes de pouvoir et leur violence, en commettant des exactions, des attaques, des invasions, des destructions et des meurtres contre les musulmans et les croyants de toutes les autres religions, tant en Orient qu'en Occident.

Il est à noter que les origines de cette dégénérescence politique ne remontent qu'au XIX^e siècle avec le mouvement nationaliste wahhabite, suivi par certaines idéologies du puritanisme salafiste en Égypte et en Syrie, puis par le fondamentalisme radical des Frères musulmans, qui allait fonder la branche armée du Hamas et inspirer le terrorisme djihadiste d'Al-Qaïda. L'héritage tout entier de la civilisation musulmane millénaire et multiculturelle — ses enseignements juridiques, sapientiaux, scientifiques, théologiques et spirituels — semble avoir été totalement oublié par l'arrogance de quelques individus et de certains mouvements révolutionnaires puritains, punitifs, rationalistes et panislamistes qui instrumentalisent la politique, la religion, l'identité d'un peuple et la culture nationale à des fins de propagande intégriste, et pour légitimer un projet subversif de domination, de barbarie et de violence.

En Europe, le recul des connaissances des religions en général et l'ignorance de l'islam en particulier offrent un terreau fertile à une minorité d'extrémistes au sein de la scène politique occidentale. Ces derniers recourent à la propagande pour nier à tous les croyants et citoyens la liberté et l'égale dignité religieuse, par le biais d'une campagne grossière de discrédit contre l'islam et les musulmans—en les associant délibérément et de manière générale à la délinquance, à l'incompatibilité, à l'étrangeté ou à une menace pour la sécurité.

Dans ce climat, le rôle de représentation, de témoignage et de médiation assumé par les responsables religieux musulmans européens revêt une importance capitale pour clarifier les

13



enjeux et offrir des conseils qui apaisent les esprits, évitent les discriminations et les polarisations, et préviennent les rivalités, les ressentiments et les exclusions. Les chefs religieux musulmans européens peuvent favoriser la construction et le développement de ponts de respect, de dialogue, de compréhension et de collaboration entre les individus, les citoyens, les croyants et les responsables politiques.

Un rôle important des chefs religieux musulmans européens est avant tout d'ordre éducatif: la formation des jeunes afin de prévenir aussi bien la radicalisation que l'assimilation et de transmettre non seulement la valeur d'une perspective universelle et sacrée sur la vie religieuse, mais aussi un discours qui démantèle l'endoctrinement perpétré par les extrémistes et les spéculateurs tant dans la religion que dans la politique particulièrement en Europe.

Enfin, et ce n'est pas le moindre point, la collaboration interreligieuse devient essentielle pour relever les défis de la société contemporaine en orientant les esprits et les sensibilités vers la reconnaissance et le respect de ce qui est authentique dans la religion et dans la politique, et en évitant les approches superficielles ou les fausses formes de tolérance qui semblent n'être que des alibis pour refuser de reconnaître la richesse, la complexité et la profondeur de la nature humaine.

Il incombe aux citoyens, aux croyants et aux sages religieux d'Europe d'inspirer une collaboration fraternelle capable de „rivaliser par les bonnes œuvres“ — selon la traduction d'un verset du Saint Coran — afin de développer l'harmonie entre les peuples et une saine gouvernance de la part des responsables politiques. À cette responsabilité s'ajoute la valeur d'une sensibilité spirituelle dans la qualité de vie, exprimée par les responsables religieux à travers l'ouverture du cœur à la foi et à la grâce divine. Cela n'a absolument rien à voir avec la domination du monde ni avec la tyrannie dans l'exercice du gouvernement.

- ❁ -

Le grand rabbin Moshe Moïse Lewin est un éminent dirigeant et représentant juif qui s'engage en faveur du dialogue et de la coopération interreligieuse à travers l'Europe. Il occupe une place centrale au sein de la Conférence des rabbins d'Europe, où il exerce les fonctions de vice-président exécutif, contribuant ainsi à des initiatives visant à renforcer la vie et la représentation de la communauté juive au niveau européen. Il est également membre du conseil d'administration du Conseil des dirigeants musulmans et juifs (MJLC), qui promeut la collaboration et la compréhension mutuelle entre les communautés juives et musulmanes. De plus, il occupe le poste de conseiller spécial auprès du Grand Rabbin de France. À travers son travail avec les institutions européennes et les organisations religieuses, il défend la liberté religieuse, la cohésion sociale et la protection des droits des minorités. Ses efforts visent à établir des ponts entre les communautés et à encourager un engagement constructif au sein d'une société européenne de plus en plus diversifiée. »

INTERVENTION :



Aujourd'hui, en tant que responsables religieux, nous devons nous efforcer de reconstruire les liens sociaux dans un monde fragmenté. Paradoxalement, nous vivons à une époque où les religions n'ont jamais été aussi présentes dans le débat public, et pourtant elles n'ont jamais été aussi mal comprises. On n'a jamais autant parlé de dialogue, et pourtant la méfiance n'a jamais été aussi forte. Car ce qui nous manque aujourd'hui, ce n'est peut-être pas le dialogue ; ce qui nous manque, ce sont les rencontres. Nous avons appris à coexister, à tolérer, mais tolérer signifie souvent « J'accepte, mais sans vraiment rencontrer l'autre ». Pendant ce temps, la capacité même de rester unis en tant que société se fissure.

Je voudrais revenir sur la première fois où, avec Pinchas Goldschmidt, président de la Conférence des rabbins d'Europe, j'ai rencontré le pape François. C'était en avril 2015, à l'occasion du 50e anniversaire de Nostra Aetate (Déclaration de Vatican II sur les relations de l'Église catholique avec les religions non chrétiennes), dont nous célébrons cette année le 60e anniversaire. Je m'attendais à un moment institutionnel formel, mais ce qui m'a profondément marqué, ce n'était pas la fonction, mais son regard. Un regard qui ne cherchait pas à convaincre l'autre, mais à le comprendre. À ce moment-là, j'ai compris que le dialogue commence là où cesse le besoin d'avoir raison.

Actuellement, cette qualité de présence se fait rare, car nous vivons dans une profonde confusion. D'un côté, la religion est instrumentalisée par la politique pour légitimer les ambitions humaines. De l'autre, la politique instrumentalise la religion comme un outil de division de la société. Lorsque Dieu devient un argument politique, ce n'est plus Dieu que nous servons, mais le pouvoir. Le prophète Isaïe nous avait déjà mis en garde: « Ce peuple m'honore des lèvres, mais son cœur est loin de moi » (Isaïe 29, 13). C'est ce que nous vivons: une religiosité de façade.

En décembre 2015, le roi de Bahreïn m'a invité à une rencontre interreligieuse. Nous étions différents à tous égards : culture, religion, coutumes. Et pourtant, chacun s'exprimait à partir de sa propre identité, sans chercher à dominer l'autre. C'est là que j'ai compris que le dialogue n'efface pas les différences ; il empêche simplement qu'elles ne deviennent des menaces. Le véritable adversaire, ce n'est pas l'autre ; c'est l'ignorance. Maïmonide, en dialogue avec Averroès, nous dit, dans le Guide des égarés, que la plupart des erreurs humaines proviennent de l'ignorance. Aujourd'hui, cette ignorance s'est transformée en un refus de la complexité, car connaître l'autre, c'est perdre le confort de la caricature.

La tradition juive nous offre un critère déterminant à travers les débats houleux entre Hillel et Shammaï, deux sages de la Mishna. Le texte nous enseigne qu'une dispute menée pour l'amour de Dieu perdure, tandis qu'une dispute entre les hommes, menée pour leur propre victoire, s'éteint, car ces maîtres recherchaient la vérité, et non la victoire. Hillel disait:

« Aime la paix, recherche la paix, et aime toutes les créatures. » Il ne disait pas que nous devrions n'aimer que ceux qui nous ressemblent, ce qui n'est jamais difficile. Aimer celui qui nous déstabilise exige une transformation intérieure. Le vrai courage, c'est d'écouter sans se mettre sur la défensive.



Le programme EMOUNA est né de ces convictions. Après les terribles attentats de 2015 (Paris, Copenhague, Tunis), un prêtre, un imam (Hassen Chalghoumi), un pasteur, un membre du Conseil d'État, Marek Halter, et moi-même nous sommes tous dit que nous ne pouvions pas rester spectateurs d'un monde qui s'effondre. Nous avons réalisé que les chefs religieux ne se connaissaient pas. Nous nous sommes donc lancé un défi: réunir prêtres, rabbins, pasteurs, imams et bouddhistes pendant 18 jours répartis sur une année. Nous l'avons appelé EMOUNA (Amen pour les catholiques, Amanah pour les musulmans), un mot dont la racine évoque la confiance.

Dans ce programme, les participants apprennent à écouter et à s'exprimer sans animosité, quel que soit le sujet. Nous n'évudons aucun sujet, pas même l'interprétation des passages les plus complexes, tels que le sacrifice d'Isaac ou d'Ismaël, ou encore la question des caricatures religieuses (souvent abordée au Louvre). Nous parlons même du conflit israélo-palestinien avec des diplomates du ministère français des Affaires étrangères, ainsi qu'avec des intervenants israéliens et palestiniens. En affrontant la complexité de front, ils en ressortent transformés et deviennent amis. L'expérience montre qu'après dix ans, nous avons formé plus de 350 responsables religieux qui travaillent ensemble sur le terrain. L'initiative s'est même étendue, avec EMOUNA Belgique et EMOUNA Italie, notamment grâce aux efforts de mon ami Yahya Pallavicini.

Car l'objectif n'est pas de se contenter de rencontres de haut niveau, souvent confinées aux institutions étatiques. C'est pourquoi, il y a quelques années, nous avons également créé la CRCF (Conférence des responsables religieux de France), afin que les responsables religieux nationaux puissent eux-mêmes se rencontrer de manière informelle tous les trois mois dans leurs lieux de culte respectifs. L'ambition est de reproduire cela au niveau local, car lorsque les gens se connaissent, les projets de consolidation de la paix viennent naturellement.

Pour conclure, le Talmud (Traité Sanhédrin 37a) affirme que l'être humain a été créé seul afin que personne ne puisse dire : « Mon père est supérieur au tien ». L'unité de l'humanité doit primer sur toutes nos différences. Le prophète Zacharie nous exhorte : « Aimez la vérité et la paix ». La vérité sans la paix devient violence ; la paix sans la vérité n'est qu'illusion. Le danger ne réside jamais dans la différence, mais dans notre incapacité à vivre avec elle. Dans un monde qui oppose les gens les uns aux autres, engager le dialogue est devenu une forme de résistance ; notre courage ne doit plus consister à défendre notre identité contre l'autre, mais à la construire en présence de l'autre.

- ❁ -

MOTS de CONCLUSION par Lilia Bensedrine-Thabet, *Co-présidente Comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel, Conférence des OING, Conseil de l'Europe*

Nous vous remercions vivement et très chaleureusement tous les quatre pour la richesse et la profondeur de vos présentations qui ouvrent à bien d'autres questions. Vous avez mis en lumière une réalité complexe et souvent mal comprise : les relations entre le religieux et le politique ne sont pas en elles-mêmes problématiques. Ce sont leurs instrumentalisations réciproques qui constituent un danger.



À travers vos interventions, riches de lucidité et d'engagement, nous avons vu combien les traditions religieuses sont plurielles, profondes et nuancées, loin des caricatures qui les réduisent trop souvent à des blocs monolithiques et à des outils de division. Les instrumentalisations se nourrissent de l'ignorance, du simplisme et d'une vision binaire du monde, opposant artificiellement un « nous » à un « eux ». Face à cela, notre responsabilité collective est de promouvoir la connaissance, l'éducation et la compréhension de la complexité.

Vous venez de montrer le rôle important que joue la religion dans la construction identitaire des individus, des peuples et des communautés. Vous avez rappelé que :

Les grandes traditions religieuses véhiculent majoritairement des enseignements affirmant l'incompatibilité entre foi et violence.

Elles encadrent strictement l'usage de la force.

Elles partagent un socle commun de valeurs morales, au cœur duquel se trouve cette règle d'or universelle : « Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fassent »

Dans ce contexte, le rôle des autorités religieuses est fondamental : elles ont la responsabilité de protéger leurs traditions contre toute tentative de détournement à des fins idéologiques ou politiques. La diversité des compréhensions des traditions religieuses et leurs influences sur les conflits : une même religion peut engendrer la violence, avec une lecture des textes faisant prévaloir et justifier le combat armé—ou à contrario, cette même religion, avec une interprétation différente, peut conduire à l'interdiction de la violence dans une situation donnée. Il existe de nombreuses façons d'aborder les textes religieux, de nombreuses façons de les comprendre et de les interpréter.

Mais au-delà des institutions, c'est aussi à chacun d'entre nous qu'il revient de rester vigilant face aux discours qui manipulent le religieux pour justifier des logiques de pouvoir.

Enfin, la relation fondamentale entre la paix, la justice et le dialogue a été souligné. Pour engager le dialogue nous devons nous rencontrer. Lorsque nous sommes en conflit, il est plus difficile de se rencontrer, ce qui ne peut qu'envenimer et prolonger le conflit.

Le dialogue interreligieux n'est pas une panacée, c'est une prophylaxie. Si nous avons été capables d'instaurer un certain niveau de confiance, après des années de dialogue interreligieux, il y a de fortes-chances pour que cela soit utile en période de conflit.

Le dialogue interreligieux et inter-convictionnel est donc une nécessité. Il étroitement et fortement lié à la paix et à la justice. Il ne peut y avoir de dialogue sans justice et il ne peut y avoir de paix durable sans dialogue et sans justice.

Encore une fois merci à toutes et à tous pour votre présence.

- ❁ -